

.....

Avis n°13-32787 publié le 20/02/2013

## Avis de marché

Département de publication : **75**  
Annonce No **13-32787**  
Services

---

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ministère des Affaires étrangères.  
Correspondant : Mme Custos Marie-Laure, Ministère des Affaires étrangères - dGM, 27 rue de la Convention - cS 91533 27 rue de la Convention - cS 91533 75732 Paris Cedex 15 tél. : 01-43-17-83-79 courriel : marie-laure.custos@diplomatie.gouv.fr adresse internet :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=97191&orgAcronyme=c8v>

*Objet du marché* : **évaluation finale du FSP 2008-27 "Enfants soldats"**.  
**dans le cadre de ses missions de coopération, l'administration confie au Titulaire qui les accepte et qui s'engage à les réaliser, l'exécution de l'évaluation finale du projet du Fonds de solidarité prioritaire n° 2008 -27 " Protection des enfants dans les conflits armés "**. Cette évaluation doit permettre de dresser un bilan factuel du projet, apprécier la performance du projet au regard des critères de l'évaluation, présenter les conclusions et principaux enseignements qui s'en dégagent et enfin formuler des recommandations adaptées.

*Lieu d'exécution* : france et étranger.

*Lieu de livraison* : paris, 75015 Paris Cedex 15.

*Caractéristiques principales* :  
prévoir cinq missions en Afrique  
*Refus des variantes*.

*Durée du marché ou délai d'exécution* : 6 mois à compter de la notification du marché.

*Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)* : 15 avril 2013.

*Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.*

*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :*

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :*

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de

prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- compréhension générale, démarche méthodologique et organisation de l'expertise : 40 %;
- qualification et composition de l'expertise : 45 %;
- offre financière : 15 %.

*Type de procédure :* procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres :* 13 mars 2013, à 10 heures.

*Délai minimum de validité des offres :* 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

*Autres renseignements :*

*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :* MAE-DGM-09-2013.

*Renseignements complémentaires :* les candidats sont invités dans leurs offres à :

A/ présenter une offre méthodologique et une proposition financière, cette dernière établie sur le modèle de bordereau des prix joint en annexe du Ccap.

B/ indiquer clairement les fonctions de chaque membre de l'équipe et identifier un chef d'équipe ;

C/ classer les références des experts proposés (CV de 4/5 pages maximum)

d/ préciser pour chaque membre de l'équipe proposée les tâches qui lui seront confiées et le nombre total de jours/expert prévu. A cet effet, un tableau de répartition des jours-experts par membre de l'équipe et par principale étape des travaux sera obligatoirement établi.

E/ proposer un chronogramme en indiquant la disponibilité du prestataire sur la période couvrant les cinq mois suivant la remise de l'offre.

l'évaluation sera confiée à une équipe d'au moins deux experts, qui réunira les compétences suivantes :

- compétence en matière d'évaluation des politiques publiques et notamment dans le domaine de l'aide au développement ;
- connaissance des problématiques de défense des droits de l'homme et de la protection de l'enfance dans les conflits armés ;
- connaissance en matière de gestion de projet, coopération internationale sur la même thématique;
- connaissance des mécanismes des bailleurs multilatéraux et bilatéraux de la coopération internationale ;
- expérience significative dans un ou plusieurs pays des deux zones d'intervention du projet (Afrique des Grands lacs/afrique Centrale et de l'est) ;
- maîtrise de l'anglais indispensable (écrite et orale) ;
- la connaissance du Swahili constitue un atout.

principe de distanciation (charte de la société française d'évaluation)

l'évaluation est conduite de façon impartiale. Les personnes participant à l'évaluation à titre professionnel informent les autres partenaires de tout conflit d'intérêt éventuel.

le processus d'évaluation est conduit de façon autonome par rapport aux processus de gestion et de décision. Cette autonomie préserve la liberté de choix des décideurs publics.

les offres techniques ne devront pas dépasser 10 pages (hors CV et références). Les candidats sont invités à proposer des amendements s'ils le jugent nécessaire, qu'ils justifieront dans leurs offres.

une négociation avec les candidats pourra être effectuée en cas de nécessité.

*Date d'envoi du présent avis à la publication :* 20 février 2013.